



## **RAPPORT ANNUEL DU COMITÉ DU COMMERCE DES SERVICES FINANCIERS AU CONSEIL DU COMMERCE DES SERVICES (2017)**

Depuis son précédent rapport annuel au Conseil du commerce des services<sup>1</sup>, le Comité du commerce des services financiers a tenu trois réunions formelles, le 24 novembre 2016 et les 15 mars et 13 juin 2017, ainsi qu'une réunion informelle le 2 octobre 2017.<sup>2</sup>

### **1 QUESTIONS DE RÉGLEMENTATION CONCERNANT LES SERVICES FINANCIERS**

1.1. Dans le cadre de l'examen par le Comité de la réforme de la réglementation financière au niveau mondial et de ses répercussions sur le commerce des services financiers, des représentants du Comité sur les paiements et les infrastructures de marché (CPIM), du Conseil de stabilité financière (CSF) et de l'Association internationale des organismes contrôleurs d'assurance (AICA) ont présenté des exposés sur les évolutions intervenues récemment dans leurs domaines de compétence respectifs. Ces exposés ont été suivis de discussions avec les Membres.

### **2 COMMERCE DES SERVICES FINANCIERS ET DÉVELOPPEMENT**

2.1. Le Comité s'est penché sur la question de l'inclusion financière, sur la base d'une note d'information du Secrétariat intitulée "Obstacles à l'inclusion financière et au commerce des services" (S/FIN/W/88/Add.1). Cette note donne un aperçu des obstacles à l'inclusion financière (les contraintes liées tant à l'offre qu'à la demande, l'inadéquation des cadres réglementaires, les carences institutionnelles et l'insuffisance de l'infrastructure financière, par exemple). Elle montre, au moyen d'études de cas originales, comment le commerce des services peut contribuer à surmonter ces obstacles et traite du rôle que peut jouer la politique commerciale dans le domaine des services. Dans le cadre de cette discussion, la Chine et le Taipei chinois ont fourni des renseignements sur leurs initiatives et politiques respectives en matière d'inclusion financière.

2.2. Le représentant de la Chine a proposé que les Membres axent les discussions et échangent des renseignements sur les services de paiement qui favorisent directement le commerce transfrontières des marchandises. À cet égard, la Chine a donné un aperçu des dernières tendances de son marché national et de l'évolution de la réglementation dans le secteur des services de paiement électronique. La proposition de la Chine est encore en cours d'examen par les Membres.

2.3. Le représentant du Costa Rica, prenant la parole au nom des Amis du commerce électronique pour le développement (Argentine, Chili, Colombie, Costa Rica, Kenya, Mexique, Nigéria, Pakistan, Sri Lanka et Uruguay), a présenté brièvement au Comité le séminaire sur les paiements numériques et l'inclusion financière ouvert à tous les Membres qui s'était tenu dans les locaux de l'OMC le 13 mars 2017. Avec la Chine, le groupe des Amis du commerce électronique pour le développement a expliqué que la principale conclusion de ce séminaire était qu'il existait un lien positif entre les paiements électroniques, l'inclusion financière et le commerce.

<sup>1</sup> Document S/FIN/31, daté du 24 novembre 2016.

<sup>2</sup> Les rapports des réunions formelles figurent dans les documents S/FIN/M/90 à S/FIN/M/92 et devraient être lus conjointement avec le présent rapport.

### **3 ÉVOLUTION RÉCENTE DU COMMERCE DES SERVICES FINANCIERS**

3.1. Le représentant de la Jamaïque, s'exprimant au nom des membres de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), a présenté un projet de proposition concernant l'organisation d'un séminaire sur la réduction des risques et les services de correspondant bancaire (JOB/SERV/244). Des consultations sur cette proposition, entre les auteurs et un certain nombre de délégations ainsi qu'au sein du groupe CARICOM, sont en cours.

---